

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique

Conseil général de l'environnement et du
développement durable

Bureau d'enquêtes et d'analyses sur les
risques industriels

Instruction du Gouvernement du 22 janvier 2021 relative à la création du bureau d'enquêtes
et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI)

NOR : TREV2035519C

(Texte non paru au journal officiel)

La ministre de la transition écologique à

Pour attribution :

Préfets de région

- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) d'Ile-de-France
- Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL)
- Direction générale des territoires et de la mer (DGTm) de Guyane

Préfets de département

- Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP)
- Direction départementale de la protection des populations (DDPP)

Pour information :

- Secrétariat général du Gouvernement
- Secrétariat général du MTE et du MCTRCT
- CGEDD
- DGPR

Résumé : La présente instruction présente les missions du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels, service à compétence nationale nouvellement créé et l'articulation entre les missions d'enquêtes techniques de ce bureau et celles de l'inspection des installations classées sous l'autorité des préfets.

Catégorie : mesure d'organisation des services retenues par le ministre pour la mise en œuvre des dispositions dont il s'agit	Domaine : Ecologie, développement durable
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------

Type : Instruction du gouvernement	et /ou	Instruction aux services déconcentrés
Oui X Non <input type="checkbox"/>		Oui X Non <input type="checkbox"/>

Mots clés (liste fermée) : Energie, Environnement	Autres mots clés (libres) : Risques, accidents, enquêtes techniques, ICPE
Texte(s) de référence : arrêté du 09/12/2020 portant création et organisation du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels	
Circulaire(s) abrogée(s) : néant	
Date de mise en application : 1 ^{er} décembre 2020	
Opposabilité concomitante : Oui <input type="checkbox"/> Non X <i>La « circulaire » est rendue opposable à la date indiquée sur le BO du pôle ministériel à l'onglet <u>Documents opposables</u>.</i>	
Pièce(s) annexe(s) : néant	
N° d'homologation Cerfa : [...]	
Publication : Circulaires.gouv.fr X Bulletin Officiel	

A la suite de l'accident de Lubrizol à Rouen le 26 septembre 2019, différents rapports ont préconisé la création d'un bureau enquêtes accidents dans le domaine des risques technologiques, à l'instar des BEA existants dans le domaine des transports. Le gouvernement a décidé de suivre ces propositions et j'ai engagé la création auprès du vice-président du CGEDD d'une structure spécialisée dénommée « bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels » (BEA-RI), sous forme d'un service à compétence nationale. L'arrêté du 9 décembre 2020 définit les missions de ce service qui est opérationnel dès maintenant.

Le BEA-RI est chargé de mener des enquêtes techniques à la suite des principaux accidents ou incidents significatifs qui surviendront sur l'activité industrielle. Ces enquêtes techniques ont pour objet exclusif de déterminer les causes et circonstances d'un accident et d'établir, s'il y a lieu, des recommandations à l'intention des exploitants et des autorités en charge de la sécurité, en vue d'améliorer la sécurité et de prévenir de futurs accidents.

Le BEA-RI est compétent sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les mines, les réseaux de transport ou de distribution de fluide (oléoducs, gazoducs, réseau de distribution de gaz naturel,...), les équipements à risque visés au chapitre 7 du livre V du code de l'environnement. Il pourra également intervenir en liaison avec les BEA « transports » sur une infrastructure de transport de matières dangereuses au sens de l'art L 551-2 (port, gare de triage).

Il est prévu que des dispositions soient prises par la loi afin de donner des prérogatives particulières aux enquêteurs techniques et définir l'articulation entre l'enquête technique et l'enquête judiciaire. Dans l'immédiat, les agents du BEA-RI seront commissionnés comme inspecteurs des installations classées sur l'ensemble du territoire national, ce qui leur permettra d'accéder aux lieux de l'accident et de procéder aux investigations nécessaires.

Les enquêteurs du BEA-RI, en charge de la direction de l'enquête technique feront appel à des organismes d'expertise, tel que l'Ineris, ainsi qu'aux compétences de vos services, qui ont la connaissance des installations concernées et dont la contribution est essentielle au bon

déroulement de l'enquête. Au besoin, des experts pourront être nommés à titre personnel en application de l'art L171-5-1 pour accéder aux sites et aux éléments techniques nécessaires à l'enquête en appui des enquêteurs du BEA-RI.

Afin d'assurer l'indépendance du BEA-RI vis-à-vis des services d'administration centrale et locaux chargés de la réglementation et du contrôle, j'ai souhaité, comme proposé par les missions précitées, que ce service soit placé auprès du vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Comme pour les autres BEA, la recherche des éventuelles infractions, des fautes et des responsabilités dans l'origine de l'accident n'entre pas dans le champ de l'enquête technique, mais des enquêtes judiciaire et administrative qui se dérouleront parallèlement.

L'enquête technique est indépendante de la gestion de crise. Si le BEA-RI peut être amené à intervenir rapidement pour procéder à des premières constatations, il n'a nullement à intervenir dans les opérations de secours, la mise en sécurité des sites ou des populations ou encore, postérieurement à l'accident, à la réparation des dommages.

La présente instruction vise à préciser les relations et l'articulation entre le BEA-RI et vos services, en particulier l'inspection des installations classées au sein des DREAL, DEAL ou DRIEE.

1.- Déclenchement de l'enquête.

L'objectif est que le BEA-RI procède à une enquête technique systématique pour tous les principaux accidents intervenant sur des installations Seveso, c'est-à-dire ceux relevant de l'annexe 6 de la directive Seveso qui impose une notification à l'Union européenne. Ces accidents sont en moyenne au nombre d'une demi-douzaine par an au niveau national.

Par ailleurs, le BEA-RI sera en mesure d'intervenir sur une dizaine d'accidents ou d'incidents significatifs dès lors que ceux-ci présentent une complexité particulière et/ou sont susceptibles d'apporter un retour d'expérience intéressant.

Afin que le BEA-RI puisse intervenir le plus rapidement possible après un accident, je vous invite à faire connaître sans délai directement auprès du BEA-RI, ainsi qu'à la DGPR les accidents susceptibles d'entrer dans le cadre indiqué ci-dessus, en vue d'une saisine du BEA-RI qui sera décidée au niveau national. Vous pourrez également suggérer l'ouverture d'une enquête technique pour les accidents ou incidents faisant l'objet de controverses quant à leur origine.

Le directeur du BEA-RI vous informera immédiatement de l'ouverture d'une enquête. La décision d'ouvrir une enquête sera également notifiée à l'industriel et rendue publique par le BEA-RI.

2.- Déroulement de l'enquête

Dans la phase de recueil initial des éléments matériels (données objectives relatives à l'installation concernée et au déroulement des faits), le BEA-RI sera amené à partager des éléments techniques avec vos services et, le cas échéant, avec l'industriel.

Les enquêteurs du BEA-RI devront pouvoir avoir accès à l'ensemble des documents relatifs à l'installation concernée, notamment ceux détenus par l'administration ; je vous demande donc de bien vouloir faciliter l'accès aux éléments dont disposent vos services.

Au-delà du simple accès aux documents, la participation active de vos services à l'enquête est essentielle et je vous remercie de faciliter leur mobilisation.

Je vous demande également de faciliter les relations avec l'autorité judiciaire notamment dans le cas où une enquête judiciaire est ouverte en parallèle.

Enfin, je précise que l'ouverture d'une enquête technique ne dispense nullement l'industriel de procéder à sa propre analyse conformément, pour les ICPE, à l'art R.512-69 du code de l'environnement.

3.- Rapport d'enquête

L'expérience a montré que la durée complète d'une enquête, dès lors que des expertises approfondies sont nécessaires ou qu'il apparaît nécessaire de rechercher des causes profondes tenant au facteur humain ou à l'organisation, peut être longue, s'étendant parfois sur plusieurs années.

Afin de répondre à vos besoins en vue notamment de fixer, en temps utile, des prescriptions adaptées de nature à permettre la poursuite de l'activité ou son redémarrage dans des conditions permettant d'exclure le renouvellement d'un accident, le BEA-RI sera amené à établir des rapports provisoires avec une première série de recommandations répondant à ce besoin.

S'il appartient au BEA-RI de formuler ces propositions pour améliorer la sécurité, c'est bien à l'autorité administrative qu'il appartient de mettre en œuvre de telles mesures en s'appuyant sur ces propositions et sur l'expertise des services compétents (inspection des installations classées au niveau local et DGPR). Ainsi, au niveau local, c'est l'inspection des installations classées qui continuera à vous proposer les prescriptions adaptées sous forme d'arrêté complémentaire. Les propositions de l'inspection pourront largement s'appuyer sur celles du BEA-RI.

De même, si l'accident met en évidence des non-conformités à la réglementation applicable, c'est l'inspection des installations qui reste en charge de vous proposer les suites appropriées en matière de mises en demeure ou de sanctions administratives.

Le rapport final ainsi que les rapports intermédiaires éventuels seront rendus publics par le BEA-RI qui répondra directement aux demandes de la presse à ce sujet. Le BEA-RI pourra par ailleurs être amené, si vous le souhaitez, à présenter ces éléments dans les instances que vous présidez, par exemple le CODERST ou encore une Commission locale de suivi de site.

La présente instruction du Gouvernement sera publiée sur le site [Circulaires.gouv.fr](https://www.circulaires.gouv.fr).

Fait le 22 janvier 2021

La ministre de la transition écologique,

Barbara POMPILI